

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 23 MAI 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE Torcé 2**

ZA Montigné Est  
35370 Torcé

Références : UD/2024-310  
Code AIOT : 0005503587

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE implanté ZA Montigné Est (site de Torcé 2) à Torcé (35370). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE
- ZA Montigné Est - site de Torcé 2 - à Torcé (35370)
- Code AIOT : 0005503587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe VANDEMOORTELE est spécialisé dans la fabrication de pains crus et précuits surgelés. Le site de Torcé 2 a récemment bénéficié d'un arrêté préfectoral complémentaire daté du 18 juin 2023 venant encadrer le démarrage d'une nouvelle ligne de fabrication de viennoiseries crues surgelées.

L'objet de la présente visite était d'examiner les suites données à la précédente inspection datée d'octobre 2023, ayant donné lieu notamment à un arrêté de mise en demeure.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Approvisionnement en eau,
- Défense extérieure contre l'incendie,
- prévention des pollutions accidentelles,
- Contrôle des rejets aqueux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.2 (extraits)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois supplémentaires (APMD du 10/01/2024)

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 4
3	Défense contre l'incendie	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 2 (extrait)
4	Défense contre l'incendie - entretien	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.3 (extrait)
6	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.3
7	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.2

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Première mise en service	AP Complémentaire du 18/06/2023, article 1.2

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures prises afin d'optimiser les usages de l'eau sur le site et de réduire la consommation de l'établissement ont été engagées et devront être poursuivies en 2024 : un bilan des actions menées et des économies faites sera adressé à l'inspection fin 2024.

S'agissant de la défense contre l'incendie, l'installation du sprinklage doit être finalisée (réserves à lever) et les justificatifs de son bon dimensionnement et de son entretien périodique transmis à l'inspection. Les contrôles périodiques et de maintenance effectués sur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie doivent par ailleurs être complétés.

La société VANDEMOORTELE doit d'autre part finaliser au cours du mois de juin prochain les travaux destinés à assurer le confinement de son site en cas de pollution ou d'incendie : la réalisation de ces travaux conditionne en effet la levée de la mise en demeure prise le 10 janvier dernier. L'inspection propose que le délai fixé par la mise en demeure en question soit prolongé de trois mois afin de permettre la réalisation de ces travaux.

Enfin, l'inspection demande à être informée de l'installation effective du poste d'autocontrôle (destinée à permettre une analyse des effluents aqueux) prévue courant mai 2024.

Dès l'installation de ce poste, les analyses effectuées sur les effluents aqueux devront être effectuées avec une périodicité renforcée pendant une durée de 6 mois.

Au terme de cette échéance, un bilan des analyses réalisées et des mesures engagées ou prévues pour résorber d'éventuels dépassements des valeurs réglementées sera adressé à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnement en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements d'eau dans le réseau, non liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :  Consommation moyenne journalière : (hors nettoyage hebdomadaire) 35 m3/j Prélèvement maximal journalier (jour de nettoyage hebdomadaire) : 50 m3/j Prélèvement maximal annuel : 12 500 m3/an  Un plan d'actions de maîtrise, de réduction et d'optimisation de la consommation d'eau doit être mis en œuvre dans un délai maximal de 6 mois après le démarrage des installations : un bilan des actions mises en place et des résultats obtenus sera adressé à l'inspection des installations classées avant le 31/12/2023.
<b>Constats :</b>  Les nouvelles installations ont démarré fin juin 2023 et les phases de tests avaient généré une consommation journalière très variable et difficilement maîtrisée. L'inspection avait demandé lors de sa précédente visite à ce qu'une vigilance particulière soit exercée durant la phase de montée en puissance de la production, pour que soit respecté en permanence le volume moyen journalier autorisé par l'arrêté préfectoral du site. La consommation journalière est aujourd'hui connue grâce à des compteurs télé-relevés automatiquement. Une synthèse de la consommation journalière depuis le 1er janvier 2024 a été transmise à l'inspection : elle ne met en évidence aucun dépassement du volume journalier autorisé.  Le plan d'actions de maîtrise, de réduction et d'optimisation de la consommation d'eau présenté comprend :  - des mesures organisationnelles destinées à sensibiliser le personnel aux économies d'eau : mise en place d'indicateurs « consommation d'eau » lors des réunions hebdomadaires ;  - des actions aujourd'hui en cours d'étude ou de déploiement telles que : -> la connexion des sous-compteurs présents sur le site pour obtenir des télé-relevés des volumes d'eau à chaque poste de consommation : les compteurs ont été installés ; un

problème informatique a été rencontré et le relevé automatique n'est pas encore opérationnel ; délai envisagé juillet 2024 ;

→ la mise en circuit fermé du lavage du surgélateur, avec une réintroduction d'eau propre à hauteur de 10 % : l'étude en cours vise à évaluer la faisabilité du projet ; délai envisagé 2025 ;

→ l'installation d'une laveuse de bacs (économie au niveau du poste « plonge ») : investissement prévu en 2024 (80 000 €) mais pas de date précise de réalisation pour le moment .

Un travail est par ailleurs en cours de réalisation pour réduire la consommation d'eau lors du lavage du surgélateur (aujourd'hui 17 m<sup>3</sup> par lavage qui est réalisé chaque semaine).

**> L'inspection demande à être informée de la mise en place effective des mesures identifiées pour réduire la consommation d'eau du site. Un nouveau bilan lui sera adressé fin 2024. Il devra comprendre les gains chiffrés obtenus suite à la mise en œuvre des mesures prises dans ce domaine.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 2 : Première mise en service**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2023, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Première mise en service
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le mois qui suit la mise en service des installations, l'exploitant fait procéder, sous sa responsabilité et par une personne compétente, indépendante de celles impliquées dans la réalisation et l'exploitation des installations, à un récolement des prescriptions du présent arrêté et des textes réglementaires qu'il vise (y compris s'agissant des dispositions relatives aux installations d'application de colle relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2940 - 2).
<b>Constats :</b>  L'arrêté complémentaire du 18 juin 2023 est venu compléter les prescriptions applicables au site suite à la mise en route des nouvelles installations (nouvelle ligne de fabrication de viennoiseries).  Un récolement aux dispositions de cet arrêté préfectoral a été réalisé par la société SET ENVIRONNEMENT et transmis à l'inspection fin mars 2024, associé à un pan d'actions.  Ce bilan fait apparaître certaines mises en conformité nécessaires qui sont en cours s'agissant : - du dimensionnement et du contrôle du sprinklage (article 2) ; - de la mise en œuvre du confinement des eaux en cas de pollution ou d'incendie (art. 3.2) ; - du respect des valeurs limites de rejet des eaux industrielles en sortie de site (art. 3.4.2.2).  Ces différents points sont repris au sein du présent rapport sous la forme des constats qui suivent.  Pour l'heure, le bilan attendu été transmis et des actions correctives planifiées. L'inspection sera attentive au respect des engagements pris par l'exploitant en la matière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2023, article 2 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sprinklage des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'ensemble des locaux de l'établissement (activités, stockage et combles surplombant ces locaux lorsqu'ils existent) sont équipés d'un dispositif d'extinction automatique (de type sprinklage), associé à une réserve d'eau de 980 m<sup>3</sup> garantissant un temps minimum de fonctionnement de 90 minutes.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ce dispositif d'extinction (conformité à la règle APSAD R1).</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Il est relié à un système de télésurveillance opérationnel 24h sur 24.</p> <p>L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un réseau de sprinklage a été installé, associé à une réserve de 980 m<sup>3</sup>. Une télésurveillance en lien avec une société spécialisée a également été mise en place.</p> <p>Des réserves ont cependant été émises lors de l'installation du dispositif, qui n'ont pas été soldées par le prestataire à ce jour. Le procès verbal d'installation n'a donc pas été délivré.</p> <p>Des contacts ont été pris par ailleurs avec le CNPP (Centre national de prévention et de protection) pour l'obtention d'une certification N1 : la société VANDEMOORTELE indique cependant qu'aucune date n'a été fixée pour la réalisation de cette prestation.</p> <p><b>&gt; L'inspection demande la transmission :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des plans du sprinklage, indiquant la nature des locaux effectivement couverts par ce dispositif (activités, stockages et combles),</li><li>- du contrat de maintenance établi avec un prestataire compétent pour réaliser la vérification du dispositif conformément aux référentiels reconnus (contrôle semestriel).</li></ul> <p>La société VANDEMOORTELE transmettra par ailleurs dans un second temps, dès qu'elle lui sera parvenue, l'attestation fournie par le CNPP (certification N1).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 4 : Défense contre l'incendie - entretien

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.3 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des matériels de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'inspection a examiné par sondage les vérifications périodiques effectuées sur certains matériels de sécurité et/ou de défense contre l'incendie :  - <u>S'agissant des installations électriques</u> : le dernier contrôle concerne tout le site et a été réalisé en février/mars 2024 (périodicité annuelle respectée). Il met en évidence des observations dont certaines requièrent des mesures correctives rapides (protection des personnes en jeu). Il n'a pu être établi au cours de la visite comment étaient suivies les préconisations du vérificateur ni quel(le)s actions/travaux avaient été engagés suite à ce contrôle. > <b>L'inspection demande à ce qu'un plan d'actions précisant les travaux réalisés soit mis en œuvre pour résorber les observations faites lors de ce contrôle, selon leur gravité et l'ampleur des travaux à réaliser.</b> <b>La société VANDEMOORTELE précisera d'autre part comment sont suivies et levées ces observations faites périodiquement par le vérificateur et comment sont enregistrées les actions correctives mises en œuvre (procédure ?).</b>  - <u>S'agissant des extincteurs</u> : le dernier contrôle a été réalisé par un prestataire en juin 2023, selon la périodicité annuelle requise.  - <u>S'agissant des RIA</u> : de nouveaux RIA sont en cours d'installation pour couvrir certains locaux (nouvelle ligne créée en 2022 dans le cadre de l'extension d'un bâtiment en particulier). Certains locaux existants étaient également déjà équipés de RIA : durant les travaux, l'activité du site a été arrêtée et les contrôles périodiques sur ces équipements n'ont pas été réalisés. La dernière vérification a ainsi été effectuée en 2021. L'inspection précise ici que le maintien en bon état de fonctionnement des dispositifs de lutte contre l'incendie est nécessaire, y compris pendant la réalisation de tels travaux d'aménagement, au cours desquels le travail par points chauds en particulier est fréquent. > <b>L'inspection demande donc à ce que la vérification périodique annuelle des RIA soit effectuée sous trois mois. Le rapport établi par le prestataire en charge de ce contrôle sera transmis à l'inspection.</b>  - <u>S'agissant des portes coupe-feu</u> : les portes coupe-feu n'ont pas été contrôlées depuis 2021 pour les mêmes raisons. > <b>L'inspection demande à ce que la vérification périodique (a priori annuelle) des portes coupe-feu soit effectuée sous trois mois. Le rapport établi par le prestataire en charge de ce contrôle doit être transmis à l'inspection dès réalisation.</b>  - <u>S'agissant du désenfumage</u> : le dernier contrôle a été réalisé en juin 2023, dans le respect de la périodicité annuelle requise.



L'inspection note par ailleurs que le registre de sécurité n'a pas été complété depuis 2021 : elle invite l'exploitant à tenir à jour ce document qui doit être mis à la disposition des personnes travaillant sur le site.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.2 (extraits)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement est réalisé grâce à un bassin permettant de recevoir en tout temps un volume minimal de 1375 m3.</p> <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées dans un bassin de confinement de 1385 m3 réalisé en avril 2023, après obturation des sorties eaux usées et eaux pluviales.</p> <p>Le bassin est équipé d'un poste de relevage pour le maintenir vide en fonctionnement normal. En cas de pollution, le poste doit être arrêté manuellement.</p> <p>Les réseaux sont équipés de deux vannes d'arrêt :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Eaux usées : vanne d'arrêt manuelle (vanne volant) à l'entrée du site. Les eaux usées sont alors contenues dans le réseau. Lorsque le réseau est saturé, elles rejoignent le réseau des eaux pluviales par débordement.</li><li>- Eaux pluviales : vanne d'arrêt manuelle en limite de site. Lorsque la vanne est actionnée, le réseau monte en charge et les eaux sont orientées vers le bassin de rétention.</li></ul> <p>Une consigne de sécurité a été élaborée pour expliciter les modalités de mise en œuvre du confinement : elle prévoit, en cas d'incendie, qu'une personne dédiée soit chargée de manœuvrer les trois vannes en question (eaux usées, eaux pluviales, bassin de confinement) successivement.</p> <p>L'exercice a été réalisé lors de la précédente visite d'inspection (23 octobre 2023) ; il a mis en évidence les aspects suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1) le temps nécessaire à l'actionnement de la vanne de barrage positionnée sur le réseau des eaux pluviales est trop long pour répondre à une situation de crise comme un incendie. Il est par ailleurs impossible de savoir si la fin de course a bien été atteinte ;</li><li>2) pour les trois vannes concernées : le sens d'ouverture/fermeture devait être précisé in situ : il n'était pas le même pour les trois vannes ;</li><li>3) la vanne située en aval du bassin de confinement se trouve dans les zones d'effets thermiques à 3 kW/m2 en cas d'incendie du bâtiment adjacent : il est peu vraisemblable, voire dangereux, d'y envoyer quelqu'un (qui plus est non équipé en conséquence) en cas d'incendie pour actionner la vanne en question.</li></ol>

Le dispositif choisi pour confiner le site en cas d'incendie n'était donc pas opérationnel lors de cette précédente inspection : une mise en demeure de régulariser la situation a donc été prise le 10 janvier 2024, avec une échéance de trois mois pour répondre. Cette échéance est donc aujourd'hui arrivée à son terme.

Lors de la présente visite du 2 mai 2024, les éléments suivants ont été vus ou portés à la connaissance de l'inspection :

- 1) Un ballon obturateur a été commandé pour équiper la vanne d'arrêt située sur le réseau des eaux pluviales : son installation devrait intervenir au mois de juin 2024. Elle doit permettre de répondre à l'exigence de rapidité dans la fermeture du réseau en cas de nécessité. Elle doit également permettre l'obturation totale du réseau (plus de problème lié à l'atteinte ou non de la fin de course, comme dans le cas de la vanne guillotine aujourd'hui présente).
- 2) L'inspection a pu constater lors de la présente visite que le sens d'ouverture des vannes était désormais indiqué sur chacune d'elle.
- 3) La société VANDEMOORTELE indique qu'elle prévoit d'asservir le fonctionnement de la pompe de relevage du bassin à la détection incendie : la pompe devrait être arrêtée automatiquement en cas de détection feu, permettant ainsi de contenir les eaux dans le bassin.

Dans l'attente de cette réalisation, l'exploitant a installé près du local sprinklage, un "bouton poussoir" permettant de stopper manuellement le relevage en cas d'incendie.

**Compte-tenu de ces éléments, l'inspection considère que certaines dispositions ont été engagées pour répondre à la mise en demeure du 10 janvier 2024, mais que des travaux complémentaires sont requis pour y répondre pleinement.**

**Elle propose donc que le délai fixé dans la mise en demeure soit prolongé de trois mois pour que ceux-ci soient finalisés.**

**Selon les éléments aujourd'hui communiqués à l'inspection, ils sont envisagés au mois de juin 2024 et comprennent : l'asservissement de la pompe de relevage du bassin à la détection incendie et la pose du ballon obturateur sur le réseau des eaux pluviales.**

**Tout retard dans la mise en œuvre de ces travaux devra être justifié et l'inspection en sera avertie sans délai.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois supplémentaires dans le délai fixé par l'arrêté de mise en demeure du 10/01/2024

**N° 6 : Surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de 24 heures : Débit : Quotidienne Température : Quotidienne    pH : Quotidienne    DBO5 : Trimestrielle    DCO : Trimestrielle MES : Trimestrielle    SEH : Semestrielle    NTK : Trimestrielle    Pt : Trimestrielle
<b>Constats :</b>  L'installation d'un poste d'autocontrôle (avec canal venturi), prévue initialement courant février 2024, est aujourd'hui en cours sur le site : l'inspection a pu constater lors de sa visite que les travaux de génie civil ont été réalisés. La mise en place sera finalisée au cours de la semaine 21 (courant mai) selon les engagements pris par l'exploitant. Dans l'attente, le suivi quotidien des paramètres Température, pH et débit est effectué sur un prélèvement ponctuel : un relevé de ces paramètres a été communiqué à l'inspection. Le débit rejeté est pour l'heure une estimation réalisée à l'aide de compteurs secondaires présents sur le site. L'analyse des autres paramètres, à savoir DBO5, DCO, MES, SEH, NTK et Pt, a été réalisée en octobre 2023 puis janvier 2024, selon la périodicité attendue.  > L'inspection demande à être informée de la date de mise en service du poste d'autocontrôle dès qu'il sera opérationnel. Dans l'attente, les modalités de suivi définies ci-dessus (quotidienne, trimestrielle ou semestrielle selon les paramètres réglementés) devront néanmoins être respectées et les résultats des analyses transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## N° 7 : Rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2023, article 3.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux résiduaires industrielles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous avant rejet au milieu considéré :  <ul style="list-style-type: none"><li>•Température maximale : 30 °C</li><li>•pH : compris entre 5,5 et 8,5</li><li>•Débit moyen journalier : 35 m<sup>3</sup>/j</li><li>•Débit maximal journalier : 50 m<sup>3</sup>/j</li></ul> DBO5 → Concentration maximale : 3270 mg/l DCO → Concentration maximale : 6015 mg/l MES → Concentration maximale : 1130 mg/l SEH → Concentration maximale : 240 mg/l NTK → Concentration maximale : 110 mg/l Pt → Concentration maximale : 14 mg/l
<b>Constats :</b>  Le bilan examiné lors de la visite ne met en évidence aucun dépassement des valeurs réglementées pour les paramètres T, pH et débit.  En revanche, des dépassements récurrents sont constatés sur les autres paramètres dont les analyses sont réalisées trimestriellement par un laboratoire externe (sur un prélèvement ponctuel réalisé par l'exploitant).  Des difficultés rencontrées lors de la mise en route des installations ont pu expliquer ces anomalies au cours des premiers mois après le démarrage.  Cependant, les dernières analyses datées du 24 janvier 2024 (soit environ 6 mois après le redémarrage des installations) continuent de présenter des anomalies importantes en concentration pour les paramètres DCO, DBO5, MES et phosphore.  Les analyses ayant été effectuées un jour où le volume de rejet est très faible (seulement 4 m <sup>3</sup> pour un volume autorisé à 35 m <sup>3</sup> /j), les flux réglementés pour ces paramètres n'étaient cependant pas dépassés lors du contrôle effectué.  L'inspection note que ces résultats ne sont pas représentatifs de la charge polluante susceptible d'arriver en station les jours de fonctionnement « normal », où la charge serait plus importante : les analyses doivent être réalisées lors d'un fonctionnement représentatif de l'activité du site.  Il n'a cependant pas été identifié d'anomalie en sortie de la station qui traite ces effluents (qui se trouve être également la propriété de VANDEMOORTELE, située sur le site adjacent de Torcé 1) en lien avec ces dépassements en sortie de Torcé 2.

Avec l'installation du poste d'autocontrôle prévue en mai 2024, un prélèvement représentatif sur 24 pourra être effectué afin de réaliser des analyses représentatives de l'activité.

L'inspection rappelle ici qu'il appartient à l'exploitant d'adapter son programme de surveillance pour garantir un suivi adapté de ses effluents et ainsi se conformer aux valeurs limites fixées par son arrêté préfectoral.

**> Elle demande aujourd'hui a minima :**

- que des contrôles avec une périodicité plus rapprochée (a minima mensuelle et non plus trimestrielle) soient effectués au cours des six mois qui suivront la mise en place du poste d'autocontrôle, pour les mêmes paramètres réglementés ;

- qu'au terme des six mois d'analyses effectuées, un bilan de conformité soit dressé par l'exploitant mettant en avant les postes/équipements/phases d'exploitation à l'origine des charges polluantes les plus significatives : un plan d'actions identifiant les mesures prises ou prévues pour revenir à des valeurs conformes à celles réglementées sera joint à ce bilan.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites